

946.082092
F8252p
1946



Bibliothèque Nationale du Québec

LA POLITIQUE DE **FRANCO**

(1939-1946)



Texte du discours prononcé par le chef d'État espagnol
devant le Parlement, à Madrid, le 14 mai 1946

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
MONTRÉAL

PETITE BIBLIOTHÈQUE A BON MARCHÉ

DE BELLES ÉTRENNES

Nous offrons à des prix spéciaux les intéressantes brochures de l'Oeuvre des Tracts, couverture en couleur, ornées presque toutes d'une belle gravure. Profitez de cette aubaine pour enrichir votre bibliothèque ou faire de belles étrennes à vos amis.

(10 sous l'exemplaire)

12 pour \$1.00 ; 25 pour \$1.75 ; 50 pour \$2.50

10. *Le Mouvement ouvrier au Canada* Omer Héroux
 12. *Les Familles au S. Cœur* R. P. Archambault, S. J.
 15. *Sainte Jeanne d'Arc* R. P. Chossegros, S. J.
 17. *Notre-Dame de Liesse* R. P. Lecompte, S. J.
 22. *L'Aide aux œuvres* R. P. Adélarde Dugré, S. J.
 28. *Saint Jean Berchmans* R. P. Antoine Dragon, S. J.
 38. *Contre le blasphème* R. P. Alexandre Dugré, S. J.
 42. *Saint Gérard Majella* Abbé P.-E. Gauthier
 44. *Bx Grignon de Montfort* F. Ananie, F. S. C.
 48. *Saint Jean-Baptiste* R. P. Alexandre Dugré, S. J.
 51. *Mgr Alexandre Taché* R. P. Latour, O. M. I.
 58. *Monseigneur Laféche* R. P. Adélarde Dugré, S. J.
 59. *Le Bienheureux Bellarmin* R. P. Archambault, S. J.
 60. *Bernadette Soubirous* Abbé P.-E. Gauthier
 64. *L'Oeuvre du curé Labelle* Abbé Henri Lecompte
 65. *Saint François Xavier* Abbé C. Rondeau, P. M. E.
 68. *Le Jubilé de 1925* XXX
 71. *Saint Pierre Canisius* R. P. Lecompte, S. J.
 74. *Les Servites de Marie* R. P. Lépicier, O. S. M.
 76. *La Presse catholique* Mgr Elias Roy
 77. *L'A. C. J. C.* Chanoine Courchesne
 79. *Encyclique sur la fête du Christ-Roi* S. S. Pie XI
 80. *La Retraite spirituelle* S. Alphonse de Ligouri
 82. *Secrétariat des Familles* Dr Miville-Dechéne
 83. *Le Dr Amédée Marsan* R. P. Léopold, O. C.
 97. *Dimanche au Cinéma* Chanoine Harbour
 106. *Les Retraites fermées* Ferdinand Roy
 108. *L'Encyclique « Misericordissimus »* S. S. Pie XI
 110. *L'Apostolat* Rodolphe Laplante
 111. *Répliques du bon sens — IV* Capitaine Magniez
 114. *La Retraite fermée* Roland Millar
 115. *L'Action catholique* Mgr P.-S. Desranleau
 117. *Le Mois du Dimanche* R. P. Archambault, S. J.
 124. *Le Sens social* Chanoine Joseph-C. Tremblay
 125. *S. S. Pie XI* Cardinal Rouleau, O. P.
 127. *L'Encyclique « Mens Nostra »* S. S. Pie XI
 128. *Destinée sociale de la femme* M.-T. Archambault
 129. *Les Retraites fermées* Dr Joseph Gauvreau
 130. *Le B. Albert le Grand* R. P. Richer, O. P.
 131. *La Tempérance — I* S. Exc. Mgr Courchesne
 133. *La Médaille miraculeuse* R. P. Plamondon, S. J.
 136. *Formation d'une élite féminine* Marg. Bourgeois
 137. *L'Eucharistie et la Charité* C. J. Magnan
 139. *La Tempérance — II* S. Exc. Mgr Courchesne
 141. *L'Ouvrier en Russie* E. S. P.
 142. *L'Action catholique* Mgr Eugène Lapointe
 144. *Scoutisme canadien-français* Paul Bélanger, S. J.
 145. *L'Automne* Mgr Charles Lamarche
 187. *Saint Jean Bosco* R. P. René Girard, S. J.
 198. *Les Gouttes de lait paroissiales* Dr J. Gauvreau
 199. *Les Jésuites* Abbé Joseph Gariépy

200. *L'Oeuvre des Terrains de Jeux* O. T. J.
 210. *Sœur Mathilde de la Providence* M.-Claire Daveluy
 216. *Le Père Marquette* R. P. Alexandre Dugré, S. J.
 217. *Sur les pas du F. André* Frère Léopold, C. S. C.
 219. *L'Espagne dans les chaînes* Gil Robles
 220. *L'Expérience d'Antigonish* Abbé Livain Chiasson
 221. *Le Saint Rosaire* S. S. Pie XI et S. S. Léon XIII
 226. *Lettre sur le communisme* Mgr G. Gauthier
 227. *Le Bx Eymard* R. P. Léo Boismenu, S. S. S.
 231. *Doit-on tolérer la propagande communiste?* Abbé Poisson
 235. *Vœux du premier Congrès de tempérance* E. S. P.
 237. *Guerre au blasphème* Abbé Georges Panneton
 241. *Lettre aux Iles Philippines* S. S. Pie XI
 242. *Les maîtres de l'U. R. S. S.* S. E. P. E. S.
 244. *Le Nouvel-Ontario* Dr Raoul Hurtubise
 249. *La Nouvelle Tactique du Komintern* E. I.
 251. *L'Histoire du Canada* G.-E. Marquis
 252. *Mgr Adélarde Langevin* Abbé Léonide Primeau
 259. *Messages* Maréchal Pétain
 260. *Les Martyrs jésuites* R. P. Archambault, S. J.
 265. *Trois regards sur Haïti* Abbé B. Gingras
 269. *Montréal, ville inconnue* R. P. Pierre Angers, S. J.
 270. *La Sainte Famille* R. P. Archambault, S. J.
 271. *Ville-Marie* Ch. Groulx et Mgr Maurault, P. S. S.
 272. *Aux nouveaux époux* S. S. Pie XII
 273. *Nous maintiendrons* Antoine Rivard, C. R.
 278. *La Question sociale* Episcopat anglais
 279. *Les Internationales* C.-E. Campeau
 280. *La Prière pour les prêtres* Marc Ramus, S. J.
 282. *Si les femmes voulaient* R. P. G. Desjardins, S. J.
 286. *Le Français en Acadie* S. Exc. Mgr Robichaud
 290. *La Russie soviétique* Max Eastman
 291. *Les Universités* Lord Halifax et Oscar Halecki
 292. *La Pologne héroïque et martyre* E. S. P.
 295. *La Révolution nationale* Oliveira Salazar
 298. *La Délinquance juvénile* R. P. Massicotte, O. F. M.
 301. *Pourquoi voler — Comment voler* E. S. P.
 304. *Le foyer familial* J.-Omer Asselin
 305. *Varennes agricole* Firmin Létourneau
 311. *Le Canada* Juge Thibaudeau Rinfret
 315. *Journal de retraite* Joseph Toniolo
 317. *La lutte contre le communisme* E. S. P.
 318. *La vérité sur l'Espagne* S. Exc. Mgr Pla y Deniel
 319. *La Charité chrétienne* Eugène Thérien
 322. *Les Œuvres pontificales de charité* F. Cavalli, S. J.
 324. *Franco et l'Espagne* E. S. P.
 325. *Première Sainte américaine* L. d'Apollonia, S. J.
 326. *Cinquante ans de journalisme catholique* E. S. P.
 327. *La Bible votre livre* J. Leclerc et L. Poirier, O. F. M.

Les 100 numéros indiqués dans cette page : \$4.00

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, 1961, rue Rachel Est, Montréal - 34

DP
257
F73
1946

LA POLITIQUE DE FRANCO¹



MEMBRES DU PARLEMENT,

A l'occasion de cette nouvelle phase du développement du Parlement espagnol, il est de notre devoir de nous arrêter un moment afin de passer en revue ce qui a été réalisé jusqu'ici, et de définir le travail qui nous attend. Durant la phase qui vient de se terminer, l'évolution et l'amélioration de nos institutions politiques ont continué avec une détermination de but et sans interruption, nous permettant ainsi de guérir les blessures de la guerre et d'établir un gouvernement légitime. Et cette tâche a été accomplie dans un temps relativement court, si nous le comparons avec le temps requis par d'autres pays pour mettre fin à leurs guerres intestines, et si nous n'oublions pas que d'autres pays n'ont pas affronté ce problème au milieu de toutes les difficultés d'une guerre mondiale, qui a retardé considérablement notre reconstruction et restauration.

Pendant cette période de vie parlementaire, notre pays a démontré son efficacité dans l'amélioration et la revision des lois, qui ont permis de résoudre, avec la collaboration de ce distingué corps représentatif de la nation, les grands et importants problèmes auxquels ont trait nombre des lois qui ont été formulées.

Dans cette nouvelle tâche, il a été jugé à propos d'exécuter certaines modifications dans sa composition qui étaient demandées par des sections très importantes du pays, telles que les législatures provinciales, qui réclamaient le droit de participer au travail législatif, de même que plusieurs autres corporations et entités qui, en vertu de leur nombre et de leur caractère intellectuel et économique, demandaient, d'une façon justifiée, à être représentées. Les membres du Parlement, ajoutés de cette manière, prirent la place des membres choisis conformément à la loi autorisant le chef d'Etat à les nommer.

Si le but principal du parlement d'une nation est de collaborer et de participer au travail législatif, on peut déclarer qu'il n'y a jamais eu de période dans notre histoire où ceci a été fait d'une façon plus efficace. Cette phase effective et constructive de l'histoire parlementaire, pendant laquelle cet organisme a été en session ouverte durant trois ans sans interruption, émerge en contraste avec les phases par lesquelles sont passés d'anciens parlements, où au

cours d'années récentes ils ne furent pas même capables d'approuver le budget national.

La vie des nations dans les temps modernes est si intense, si complexe, et si agitée, qu'elle porte en elle-même beaucoup d'obstacles, sans qu'il soit besoin de les augmenter davantage par le travail destructif des groupes politiques intéressés uniquement à leur propre avancement. Dans les temps modernes, les problèmes législatifs demandent de l'efficacité et de la détermination, et la discussion naturelle des mesures considérées comme les meilleures ne doit pas être compromise par des intérêts égoïstes et par les passions de groupes spéciaux. Ceci explique pourquoi vos grandes sessions publiques ont été développées avec prudence devant les yeux de la nation, et pourquoi les débats et luttes d'opinions en conflit ont été réglés dans des réunions de comités, où dans un milieu plus privé les discussions peuvent se développer avec complète liberté et efficacité, libres de toute vaine posture devant le public, qui nullifie l'esprit de collaboration, de travail, et le recours à la raison qui doit présider à l'ébauche et au perfectionnement des lois.

Je veux exprimer ma gratitude aux membres du Parlement pour leur collaboration patriotique, loyale et intelligente pendant la période qui vient de terminer une période si difficile dans la vie du monde, et pour laquelle la nation sera éternellement reconnaissante. J'espère que la phase que vous commencez maintenant couronnera vos travaux du même succès, ou même d'un succès plus grand.

PAS DE PROBLÈMES POLITIQUES

Pendant ces dernières années un événement transcendant a eu lieu qui a laissé de profondes répercussions dans la vie interne de toute nation: la fin de la guerre mondiale. Point n'est facile de retourner à l'état normal après une guerre si dévastatrice, ni de dominer les passions qui hier encore étaient déchainées et attisées. Nous vivons encore parmi les répercussions de la victoire, et il y a des gens qui tentent encore de pêcher en eau trouble, et qui sous le prétexte de la victoire essaient de s'immiscer dans des questions qui relèvent exclusivement de l'intérêt et des affaires privées des nations. Avec un tel but dans

1. La version française de ce discours est due à M. Joseph de Nobili, interprète près des tribunaux et professeur des langues modernes à l'Université de Montréal. Elle a d'abord paru dans *le Devoir*.

l'esprit, des gens au delà de nos frontières parlent du problème politique espagnol. Je nie que l'Espagne ait un problème politique à résoudre. Nos problèmes politiques ont été résolus avec notre sang et notre travail. Les grands problèmes politiques sont ceux qui sont encore débattus dans beaucoup de pays qui prirent part à la grande guerre, et dont les gouvernements se sont montrés incapables de régler les problèmes urgents qu'ils ont accumulés. L'Espagne s'est réunie et a résolu son problème il y a sept ans, et, ainsi que je l'ai dit, elle marche de l'avant, pas à pas, avec une exactitude rigoureuse.

Ayant protégé cet incontestable principe de la souveraineté nationale des nations dans leurs affaires intérieures, nous allons maintenant, car il en vaut la peine, analyser les critiques dont nous avons été victimes à l'étranger.

GOVERNEMENT SUJET AUX LOIS

La première erreur que ces critiques ont commise consiste dans le désir de présenter notre régime comme un gouvernement dictatorial, essayant par là d'attribuer des pouvoirs extraordinaires et despotiques à l'autorité que j'exerce, tandis que c'est précisément en Espagne que le gouvernement national fonctionne au dedans des lois, et sujet aux normes de la loi préétablie, et où le pouvoir judiciaire est exercé par des magistrats et des juges compétents, de beaucoup d'années d'expérience, qui ont exercé leurs fonctions sous la monarchie et la république, et qui accomplissent leurs activités judiciaires d'une façon qui est complètement indépendante du pouvoir exécutif. En outre, tous les Espagnols ont libre accès aux cours de justice pour obtenir la juste protection de leurs droits. Jamais dans la vie d'aucune nation on n'a administré la justice dans une sphère de plus grande indépendance.

Le Conseil de l'Etat a grandi en nombre et en fonctions, car il s'occupe maintenant des appels pour dommages-intérêts des officiers publics; il est lié préceptivement dans tous les cas d'après l'ancienne loi de Contabilidad, et les départements ministériels suivent ses directives dans l'exécution de toutes sortes de lois. Bref, non seulement cette haute autorité exerce les fonctions traditionnelles qu'elle a exercées dans le cours de l'histoire, mais encore elle le fait avec la plus grande intégrité et dans une plus vaste sphère d'activité.

La Charte des Espagnols, qui énonce les droits naturels et sociaux de l'individu, fut mise en vigueur totale il y a six mois, et en dépit de la situation mondiale et des activités et de l'agitation que des propagandistes étrangers essaient de fomentér,

les droits traditionnels que la Charte garantit n'ont pas été suspendus, pas même une seule journée.

Il y a quelques mois, la loi de Referendum a été promulguée, pour laquelle le recensement nécessaire est dans un stade avancé de préparation. Cette loi a établi le droit d'expression publique et directe d'opinion dans le passage des lois qui sont considérées comme d'une extraordinaire importance nationale. L'élection des représentants syndicaux et corporatifs au parlement a déjà eu lieu, et, sous peu, de nouvelles élections locales établiront de nouvelles corporations provinciales conformément au nouveau Code d'Administration locale, qui permettra l'inclusion d'un élément populaire plus large et plus vigoureux dans vos corps représentatifs.

Le Parlement espagnol reçoit les lois du gouvernement qui sont proposées, les analyse, les discute, et en revise ou perfectionne le contenu. Bref, les lois ne représentent pas la volonté ou la fantaisie d'un seul homme, ni d'un seul organisme gouvernemental, mais elles sont promulguées après avoir reçu l'approbation du peuple par l'entremise de ses représentants au parlement.

Peut-on alors soutenir qu'un régime qui fonctionne de cette manière, avec un parlement dont les sessions sont continuellement ouvertes à l'opinion publique, et qui pendant les trois années que la dernière législature a été en session a débattu et approuvé des lois si nombreuses et si importantes, constitue un régime dictatorial arbitraire ou despotique? Cette réalité espagnole, fondée sur ses institutions, et de la manière dont elle exerce son autorité, se dresse intrépidement contre la stupide accusation de dictature dont les malicieux critiques étrangers désirent stigmatiser notre régime.

On a aussi tenté de révoquer en doute son origine et sa légitimité, comme si les révolutions et les guerres n'avaient pas été à l'origine de la plupart des régimes qui existent dans le monde aujourd'hui. Notre victoire a sauvé une société qui était sur le point de se perdre; elle a rempli et continuera à remplir tous ses accords et toutes ses obligations internationales, y compris celles qui ont été contractées par d'autres régimes espagnols antérieurs; elle a atteint, à son temps, la pleine reconnaissance de presque toutes les nations indépendantes du monde, et pendant ces années elle a présidé à la vie et aux relations judiciaires de la nation, assurant la paix, l'ordre et le progrès; elle reçoit l'assistance du peuple à plusieurs reprises en toute occasion, et elles sont vraiment fréquentes les occasions où le peuple est intéressé. Titres, comme on peut le voir, d'une origine sans tache et d'une légitimité évidente qu'aucune auto-

rité en droit politique dans le monde entier ne peut s'empêcher de reconnaître.

LA QUESTION DES VOLONTAIRES

Une autre accusation injuste a été faite contre nous, c'est que notre gouvernement, auquel les Espagnols ont atteint au prix de tant de sacrifices, a été rendu possible par un petit nombre de volontaires qui combattirent dans nos rangs. N'y a-t-il pas plus de force et d'expression de volonté et de sentiment dans l'action de 1,200,000 soldats espagnols qui luttèrent pour une cause, qu'on n'en peut trouver dans l'acte de déposer un bulletin de papier dans une urne, qui est sujet à toutes les fraudes et falsifications qui se produisent constamment sous le système d'élections? Le nôtre n'est pas un système de fraudes ou de cartons. Les révolutions et les guerres sont les servantes de l'histoire et l'origine de la majorité des nations.

Mais n'est-il pas vrai qu'il se produit exactement en Europe ce dont ils essaient injustement de nous accuser? Les gouvernements qu'on est à former dans les pays envahis ne sont-ils pas fondés sur la victoire et les baïonnettes des étrangers qui les ont libérés?

Mais ceci n'a pas été le cas en Espagne. Notre victoire fut remportée par les efforts d'un million deux cent mille soldats espagnols qui constituaient le noyau de l'armée nationale qui atteignit la victoire. Au milieu d'eux, les quelques milliers de volontaires étrangers constituaient un très petit groupe, surtout si on les compare au très grand nombre de brigades communistes internationales qui, avec la défaite des armées rouges aux portes de Madrid, s'enfuirent précipitamment vers la frontière catalane. C'est ainsi qu'il y avait des volontaires étrangers des deux côtés, mais avec une seule grande différence: du côté des Rouges, ils constituaient la base de résistance contre les forces nationales, tandis que du côté de ces dernières ils formaient simplement un acte symbolique de solidarité, de la part d'autres pays, avec la cause catholique du mouvement nationaliste espagnol. On parle d'Allemands et d'Italiens, et pourtant, on passe sous silence les Portugais, les Irlandais, les Roumains, et beaucoup d'autres groupes de volontaires qui se joignirent à nos légions.

Quand, en plusieurs occasions, on discuta la question du retrait des volontaires étrangers, ce furent les autorités de la zone rouge qui refusèrent d'accepter une telle mesure, car elles considéraient qu'un tel rappel de volontaires étrangers serait gravement préjudiciable à l'efficacité de leur armée. Du côté nationaliste, ce fut exactement le contraire, car nous avions une

surabondance de volontaires espagnols, et des natifs espagnols offrirent leurs services et remplacèrent plus de 10,000 volontaires étrangers qui furent rapatriés. Les Rouges refusèrent d'agir de la même façon, ce qui fit abandonner la campagne du Comité international de non-intervention. Mais cet appui extérieur, qui constitua seulement une goutte d'eau dans la mer, si éloignée maintenant du présent, avait plus de poids et d'importance en ces moments-là où, la victoire une fois achevée et l'ordre étant assuré, toutes les nations s'empresèrent de nous reconnaître. Voilà pourquoi nous pouvons qualifier de charlatanisme les allusions insidieuses quant aux origines de notre régime, qui ont fini par constituer un moyen de marchandage dans les transactions diplomatiques internationales.

LA SOURCE DE LA VIE ESPAGNOLE

D'autres essaient de nous présenter devant le monde comme nazi-fascistes et antidémocratiques. S'il y eut un temps où nous ne nous occupions pas de cette confusion à cause du prestige dont jouissions dans le monde entier les nations de ce genre de régime, aujourd'hui, alors que les nations vaincues ont été sujettes à des actes de cruauté et d'ignominie, il n'est que juste que nous indiquions les caractéristiques très distinctives de notre gouvernement.

Tous les systèmes de gouvernement présentent des traits bons, acceptables, ou mauvais. Aucun d'eux n'est sur toute la ligne indésirable et abominable. C'est pourquoi on peut admettre certaines choses et en rejeter d'autres. L'Espagne est une nation d'un fort tempérament, et aux caractéristiques distinctives, dans laquelle seule une minorité frivole et décadente accepte des modèles ou des mentors étrangers.

La différence la plus grande et la plus abyssale entre notre système et celui des nazi-fascistes est le caractère catholique du régime qui préside à l'heure actuelle aux destinées de l'Espagne. Le racisme, la persécution religieuse, la violence à l'égard de la conscience, les desseins impérialistes sur les voisins, l'ombre de la cruauté, n'ont aucune place dans le sens spirituel et catholique qui dirige notre vie. C'est précisément à cause de cette caractéristique de notre régime que l'Espagne condamne, plus qu'aucune autre nation, les excès et les crimes auxquels on fait aujourd'hui allusion comme étant des caractéristiques nazi-fascistes, quoique les nazis aient été par malheur égaux et même surpassés en ces pratiques sous les systèmes communistes. C'est une chose pour un Espagnol que de condamner sans exception les crimes commis dans les camps de concentration de

Juifs et de prisonniers en Europe, dont nous parle la publicité, et c'est une autre chose pour un Espagnol que d'approuver ceux qui percent les morts à coups de lance.

Chaque fois que la passion domine la justice à cause de l'absence d'un sens chrétien pour gouverner les relations humaines, ces actes cruels et monstrueux surviennent qui alarment le monde de nos jours, et que nous avons éprouvés, bien que sur une plus petite échelle, dans les tchékas et les prisons de l'Espagne rouge. Que Dieu délivre les nations du monde de ces éclipses de l'esprit!

On ne peut nier la malice de ceux qui désirent conclure, de nos relations normales avec les nations vaincues, une approbation tacite des erreurs qu'elles ont commises. L'Espagne n'avait aucun motif de passion rancunière contre l'Allemagne. Dans tout le cours de l'histoire, les deux pays n'ont jamais été des ennemis, et dans les récents moments de difficultés dans notre pays, elle fut amicale et compréhensive à notre égard. Si la politique extérieure de la nation allemande avait été plus habile et raisonnable, et si elle n'avait pas traversé le Corridor polonais et provoqué la guerre, elle serait peut-être devenue l'alliée de la Grande-Bretagne, ce qu'elle tenta à peine d'accomplir dans ses relations avec l'ambassadeur britannique à Berlin.

DÉMOCRATIE CATHOLIQUE ET ORGANIQUE

Quant à l'accusation que l'Espagne est non démocratique, il serait nécessaire de débattre ce point fort au long. Les formes, concepts et modèles qui dans le passage du temps ont fini par caractériser les démocraties, varient avec le caractère et les circonstances politiques et économiques de chaque nation. Et nous ne voyons pas d'unité dans l'interprétation du mot *démocratie* à l'étranger, car il y a presque autant de démocraties qu'il y a de pays. Comme résultat, ce terme vient à constituer une panacée qu'on interprète d'une façon qui convienne à ses fins, mais qu'on dénie aux autres.

Nous rejetons le monopole qui désire s'emparer de ce concept et s'en servir pour toute fin malicieuse. Ce qui rehausse la valeur de la personne humaine, la pleine valeur de l'individu, est plus important pour nous que le genre démocratique formaliste et loquace qui exploite l'individu. A cette sorte de démocratie conventionnelle nous présentons une démocratie catholique et organique, qui ennoblit et élève l'homme, lui assurant ses droits individuels et collectifs, et qui ne permet pas son exploitation par les patrons et les partis politiques professionnels, mais qui lui ouvre plutôt toute avenue au moyen

des fraternités, syndicats, corporations ou organismes provinciaux et locaux, dans lesquels il forge son existence et dont il a pleine connaissance.

Dans quel esprit humain peut-il être possible de supposer qu'un concept de plus de vingt siècles d'existence doit être supplanté ou interprété de nouveau à un moment donné dans la vie politique du monde, précisément le moment le plus instable, et modelé en une forme exclusive sur une indication étrangère? Les conseils étrangers ne sont pas toujours nobles et désintéressés. Il est paradoxal que la tentative soit faite de dénier le terme *démocratique* à un pays qui vit et agit en conformité des principes de la foi catholique, qui marque ses lois au sceau d'un profond esprit chrétien, et qui dirige la vie du peuple par les activités qui traditionnellement ont caractérisé notre pays, avec son parlement représentatif, dont les membres sont élus par les municipalités, syndicats et fraternités, et qui a établi le referendum direct du peuple espagnol pour décider des problèmes d'importance extraordinaire; et, par contre, on proclame comme démocratiques des pays qui suppriment la volonté de l'électorat, qui sont gouvernés par des bandes de réfugiés indésirables inspirés par la volonté de l'envahisseur, qui persécutent les prêtres de la foi chrétienne, et qui emprisonnent, déportent et liquident des personnes innocentes, avec une complète impunité et sans le moindre sens moral dans leurs lignes de conduite. Nous n'acceptons pas le genre de démocratie qui accepte n'importe quoi. Pour nous, de telles démocraties constituent un esclavage collectif monstrueux.

La pratique des principes catholiques dans le gouvernement d'une nation le mène infailliblement vers l'ennoblissement et l'évaluation morale d'homme, ce qui constitue la base la plus ferme de la démocratie. L'égalité de tous les hommes devant la loi et leur égale opportunité de progrès sont des principes chrétiens fondamentaux. Le droit de travailler est aussi une des bases de la vie catholique. La sécurité sociale dans la satisfaction des nécessités de la vie ne sera jamais définie plus correctement que dans ce monument social érigé par Léon XIII dans son encyclique *Rerum novarum*.

Dans la crise actuelle dont souffre le monde, le concept matérialiste de la vie a joué un rôle considérable, car il entraîne le monde vers la plus grande des catastrophes. Si la vie et les gouvernements des nations qui ont poussé à la guerre avaient fonctionné d'après les principes de la moralité catholique, nous ne serions pas à déplorer aujourd'hui la catastrophe qui a laissé une traînée sanglante dans le monde entier, et qui a engouffré tant de nations dans les profondeurs du despotisme et de la misère.

La déclaration par une nation qu'elle est catholique, que sa vie et sa législation s'accomplissent conformément aux principes de la moralité chrétienne, constitue la plus haute garantie des actes politiques nationaux ou internationaux que cette nation est appelée à poser.

L'ÉGLISE CONTRE LE MATÉRIALISME

Les principes de la moralité catholique sont universellement acceptés. Ce qui est injuste d'après tous les principes de saine moralité. La doctrine libérale d'après laquelle on a fait un effort pour limiter l'Église exclusivement à la pratique de la religion dans le temple, lui refusant le droit d'intervenir et d'influencer la vie générale du peuple, est en flagrant conflit avec le concept d'une nation catholique et avec la mission transcendante qui correspond à l'Église du Christ. L'Église a peu à faire au delà de sa mission d'évangélisation et d'élévation morale quand la vie entière d'une nation est imbuée des principes de la moralité catholique. Mais quand le matérialisme domine, et que l'immoralité dans les lois et coutumes régit la vie publique, faisant de la société un centre de corruption et d'égarement, il faut de toute nécessité que l'Église porte les principes de la moralité et de la foi dans tous les domaines où le fourvoiement est en évidence. Si nous voulons réellement la paix et la fraternité entre nations et peuples, nous devons retourner à la vie de l'esprit, et accorder le maximum de liberté pour l'extension et la propagation de l'Évangile.

Tous les systèmes politiques visent au bien général de leur peuple, sacrifiant l'égoïsme et l'intérêt personnel aux besoins du bien public. Par voie de conséquence, dans une nation totalement ou presque totalement catholique, le bien général résidera en ce qui est le but et la fin de la vie catholique. Il considérera l'homme comme le possesseur de valeurs éternelles, puisque sa destinée surnaturelle est le but intégral de son existence, sans porter par là préjudice aux non-catholiques, car les principes de la moralité catholique sont un joug léger et gentil pour tous les mortels. Si, par contre, une nation a beaucoup de sectes, et de vastes régions imbuées de laïcisme, il serait entendu qu'on chercherait le bien général dans ce qui est le commun dénominateur de la majorité des citoyens, mais sans limiter aucunement la liberté de conscience et les services religieux de l'Église catholique, qui, sans nuire à personne, n'apporte que du bien à la vie générale de la nation. Néanmoins, les normes qui gouverneraient une nation de cette nature ne seraient pas les mêmes que celles qui seraient nécessairement appliquées aux nations catholiques.

Pour nous, l'Etat parfait est un Etat catholique. Il ne nous suffit pas qu'une nation soit chrétienne pour assurer son accomplissement des principes de la moralité catholique. Il est nécessaire d'avoir des lois qui maintiennent ces principes et répriment les abus; et d'avoir une seule moralité au sommet afin que la loi soit interprétée et appliquée avec fidélité. Tout le monde connaît ces gens qui s'appellent bons catholiques mais qui, habitués à un siècle de libéralisme, de passivité, de liberté pour l'exploitation de l'homme par son semblable, ont besoin d'être limités dans leurs actes par le gouvernement afin d'assurer l'accomplissement de leurs devoirs sociaux catholiques. Il serait inutile d'énoncer simplement ces devoirs si la loi n'en demandait pas l'exécution.

La différence entre la justice catholique et la justice laïque, pour ne pas dire la justice athéistique, est si grande qu'un véritable abîme les sépare. La première a une conscience morale, la dernière est froide et sans cœur. Parmi les personnes strictement honnêtes, cette dernière pourrait assurer que chaque personne reçût ce qui lui est dû en justice; mais cela n'est pas suffisant, car la personne qui ne mérite rien ne recevrait rien. La charité est nécessaire, pour donner même ce que nous n'avons pas le droit de donner, et ceci ne peut exister que sous une justice à laquelle préside un concept spirituel de vie sous la règle de l'Évangile. Telle est la plus grande différence qui existe entre la justice sociale que nous pratiquons, et celle qui est énoncée mais mise difficilement en pratique par les nations non catholiques du monde.

LIBERTÉ NÉCESSAIRE

L'Espagne a donné au monde un exemple de ce que la pratique de la doctrine catholique peut atteindre. Grâce à elle, elle a surmonté la plus grande crise de toute son histoire, et a réussi sa reconstruction sans aucune aide de l'extérieur. Le catholicisme constitue une entière manière de vivre et d'être, inconnue à ceux qui ne le pratiquent pas.

On nous traite de réactionnaires et d'ennemis de la liberté, quand en réalité il n'y a pas de plus grande modération que celle qu'on trouve dans le catholicisme, ni de source de plus grande liberté. Le concept de la liberté a subi une évolution considérable au cours des années. De nos jours, comme les prémisses des vieilles libertés civiles, les deux libertés principales apparaissent bien urgentes: la préservation contre le besoin et la préservation contre le terrorisme, sans lesquelles on ne peut jouir d'aucune autre liberté.

Il survient fréquemment dans une nation un conflit dans l'interprétation de la liber-

té, le choc entre la liberté individuelle et la liberté collective, le droit de l'individu et les droits de la société collective, celui d'une section et celui de la nation et, en conséquence, des limitations, acceptées partout dans le monde entier, sont imposées pour le bien général.

Le principe qui sacrifie les intérêts spéciaux au bien général étant concédé, l'acceptation de la grève, par exemple, ne peut s'expliquer comme un instrument coercitif dans le but d'obtenir justice. Un Etat moderne doit être totalement imprégné d'un sens de justice sociale, et doit avoir ses cours de justice, ses institutions et des moyens établis d'arbitrage. Il ne peut regarder avec indifférence la cessation ou le ralentissement de la production, la ruine de l'industrie, ou la détérioration de l'économie, ou permettre à une seule section du pays d'attaquer et de compromettre la liberté de la nation. La justice qui consisterait à prendre la loi dans ses mains est la loi de la jungle, un phénomène de sociétés rétrogrades et non de civilisation.

Si nous analysons notre législation durant ces neuf dernières années, et la manière dont nous sommes arrivés à définir les principes et les nécessités de notre ordre social, nous verrons que, malgré le vide dans lequel le monde désire nous placer, ils sont maintenant considérés comme une nouvelle découverte dans d'autres pays. Nous avons défini la préservation contre le besoin il y a plusieurs années sous la forme suivante: que si les biens et les personnes d'une nation étaient utilisés pour et engagés à sa défense en temps de guerre, ils devraient être aussi utilisés de la même manière lorsqu'ils sont nécessaires au bien-être et à la justice sociale de ses individus en temps de paix. Dans notre cas, les biens ne furent pas employés pour les fins de guerre, mais au service de la nation, qui est en réalité le service et le bien-être de son peuple. Et pourtant, il y a à peine quelques années, l'Espagne entendit un éminent théoricien social anglais répéter les mêmes mots ou d'autres semblables. Le monde commence à reconnaître l'émergence d'une nouvelle branche de droit: à savoir, le Droit social, qui continuera de se développer en importance dans les années futures.

FRUITS DE LA DÉMOCRATIE INORGANIQUE

Les systèmes politiques des nations doivent être jugés par leurs fruits et non par les spéculations de ceux qu'inspire la malice politique.

Il y a eu deux manières de gouverner un peuple, dont l'Espagne est un exemple éloquent: d'après les principes spirituels d'un ordre social catholique, ou selon l'indifférence du laïcisme. On a vu les fruits

de la première méthode dans notre Age d'Or, sans égal dans aucune autre nation; les fruits de la seconde méthode ont été les années tragiques de la République, qui se terminèrent en déshonorant l'Espagne aux yeux du monde.

La vie de la nation espagnole a été si intense en expériences prodigieuses qu'il convient de rappeler brièvement les fruits récoltés par l'Espagne sous le système libéral parlementaire fondé sur les partis politiques, à partir du temps des Cortès (parlement) de Cadix, qui rédigea une constitution inspirée des idées de la Révolution française, jusqu'au présent Mouvement national.

Durant la première période, qui s'étendit des Cortès de Cadix, de septembre 1810, au retour de Ferdinand VII en mars 1814, l'Espagne traversa une guerre d'indépendance et trois régences, et pendant ce temps-là notre première constitution fut promulguée.

Depuis le retour de Ferdinand VII, en mars 1814, jusqu'à sa mort en septembre 1833, un peu plus de dix-neuf ans, nous avons expérimenté une lutte constante entre l'absolutisme et le libéralisme; six ans d'absolutisme avec la répression des libéraux, trois ans de libéralisme avec la persécution brutale des absolutistes, et dix ans d'absolutisme modéré jusqu'à l'accession de la reine Isabelle, avec des rébellions et insurrections continuelles, une guerre civile qui entraîna une intervention armée de l'extérieur, la perte de presque toutes nos possessions dans le monde entier et l'ensemencement de la guerre carliste.

Pendant la période suivante, depuis la mort de Ferdinand VII jusqu'au détronement d'Isabelle II, de septembre 1833 à septembre 1868, la vie espagnole ne pouvait pas avoir été plus agitée. En trente-cinq ans, il y eut quarante et un gouvernements et deux guerres civiles, dont la première dura six ans; deux régences et une reine détrônée; trois nouvelles constitutions, quinze insurrections militaires, des troubles nombreux, le carnage répété des prêtres, pillages, représailles, persécutions, un attentat contre la vie de la reine et deux soulèvements à Cuba. Un véritable paradis!

Du détronement d'Isabelle II au règne d'Alphonse XIII, un peu moins de trente-quatre ans, il y eut vingt-sept changements de gouvernement, un roi étranger qui régna deux ans, une république qui eut quatre présidents en onze mois; une guerre civile qui dura sept ans (la dernière guerre carliste); diverses révolutions républicaines, les Etats-Unis et la perte des derniers débris de notre empire colonial; deux présidents de la république assassinés et deux nouvelles constitutions.

Du couronnement d'Alphonse XIII au 4 avril 1931, une période où l'Espagne, saignée à blanc et en ruines, mena une vie

plus tranquille, durant les vingt-huit premières années il y eut vingt-neuf gouvernements, deux présidents furent assassinés, trois attentats furent faits contre la vie du roi et il y eut divers mouvements révolutionnaires, une émeute militaire et l'établissement d'une dictature. La dictature dura sept ans, le seul intermède, avec la fin des hostilités au Maroc, de paix, d'ordre et de progrès. L'année qui suivit fut témoin de deux changements de gouvernement qui amenèrent le détronement du roi et la fin de notre monarchie traditionnelle.

LE BILAN DE LA RÉPUBLIQUE

La République, qui fut en existence depuis avril 1931 jusqu'à juillet 1936, fut l'épitomé de tous les changements, révolutions et anarchie de toutes les périodes antécédentes. En un peu plus de cinq ans, il y eut deux présidents, douze changements de gouvernement, une constitution qui fut constamment suspendue, incendies répétés de couvents et d'églises et des persécutions religieuses; sept mouvements potentiellement importants qui bouleversèrent l'ordre public, une révolution communiste, un mouvement sécessionniste dans deux régions et l'assassinat du chef de l'opposition sur l'ordre du gouvernement. Le record ne pourrait pas être plus tragique. Si pour d'autres nations le système de parti démocratique, inorganique, en constitue un heureux ou du moins tolérable, on peut clairement voir ce qu'il a constitué pour l'Espagne, ce qu'il a représenté dans le cours de l'histoire, et ce qu'on pourrait attendre de ce qui nous est stupidement et gratuitement offert de l'étranger par ceux qui n'ont pas le moindre droit à une voix dans nos affaires intérieures.

C'est précisément aujourd'hui, à la suite du fiasco des doctrines matérialistes à l'étranger, et quand les gens commencent à éprouver un désir et une soif des valeurs spirituelles, que les partisans du matérialisme et les ennemis de la foi du Christ élèvent la voix à l'unisson, s'efforçant de troubler la paix d'une nation qui ne désire que suivre les sentiers de la vérité et de la justice.

Toutes les nations ne sont pas les mêmes, et on ne peut appliquer les mêmes systèmes à tous les pays. L'individualisme des Espagnols les conduit fréquemment à l'égoïsme ou à l'anarchie. C'est pourquoi l'esprit d'unité et le maintien de la discipline sont particulièrement indispensables, et on ne peut accomplir ceci par les mêmes moyens et procédés qui sont employés dans d'autres nations qui par leur nature sont plus portées à l'organisation et, à l'obéissance. En vertu du même principe, la discipline dans une légion composée d'hommes d'action entêtés est tout à fait différente de celle

dont les rangs sont remplis par l'enrôlement obligatoire.

A cette époque actuelle des événements mondiaux, les interdictions que le système libéral a établies, et que le capitalisme et le matérialisme ont exploitées avec adresse, expliquent pourquoi les progrès technique et matériel que le monde a connus n'ont pas été accompagnés de l'avancement moral qui aurait pu nous mener à une plus juste et plus équitable distribution des richesses. Les biens se multiplient et les êtres humains se multiplient, et pourtant ces derniers s'appauvrissent de plus en plus dans le domaine des besoins matériels. S'il est loisible de dire qu'au grand siècle de libéralisme nous devons en grande partie l'augmentation des richesses naturelles, il nous est permis aussi de l'accuser avec raison d'avoir augmenté la misère et l'indigence du monde.

Nul ne peut nier que nous vivons à une période de transition dans la vie politique du monde, précipitée par la guerre, qu'une nouvelle atmosphère et de nouveaux besoins se sont créés dont les institutions politiques doivent prendre connaissance, que la tentative de perpétuer ce qui était hier inutile et amoindri, sans le transformer en conformité des nécessités modernes, conduira incontestablement à des conditions d'anarchie et de violence, et que dans cette combinaison de circonstances la soif de justice sociale qui imprègne les masses est exploitée à l'avantage des imprésarios vigilants de la lutte de classes.

En conséquence de la guerre, les nations ont perdu les marges de richesses qu'elles possédaient autrefois, et leurs gouvernements doivent être nécessairement plus techniques, plus justes et plus ordonnés. Le problème d'obtenir les biens que requièrent les besoins de la population impose la nécessité de la fiscalisation et de l'intervention gouvernementales afin d'assurer le fonctionnement continu des usines industrielles et la direction convenable des activités agricoles, qui en retour compensent les limitations et les difficultés, affectant ainsi la liberté de la production et du commerce. A mesure que la population s'accroît, et que les difficultés mondiales se multiplient, cette intervention est acceptée comme étant plus urgente et plus nécessaire. C'est ainsi que, dans leurs systèmes politiques, les nations doivent peser ces conditions, et les organisations qui s'occupent des ressources naturelles, de l'industrie et de l'agriculture, doivent intervenir dans les cas nécessaires, afin que toutes les activités de la nation puissent contribuer directement à la réalisation de la solution la meilleure et la moins onéreuse des problèmes qui se présentent.

Si la vie de notre nation continuait à suivre les vieux sentiers, qui nous manquent au siècle dernier, nous éprouve-

rions peut-être une sensation momentanée de la liberté, pour ne tomber que dans la plus grande et la plus terrible des catastrophes. C'est une chose pour le gouvernement que de suivre un cours politique de liberté et de plus amples opportunités, exemptant la production, de toute intervention autant que possible, et c'est une autre chose que de fermer les yeux devant la réalité, et devant l'existence d'une nécessité qui presse toutes les nations du monde, abandonnant ainsi la clef de voûte de toute action politique, qui est le gouvernement de la nation et le bien-être général des gouvernés.

LA TRANSFORMATION DE L'ESPAGNE

Le monde ne s'est pas rendu compte que l'Espagne a subi une profonde et intelligente transformation politique durant les dix dernières années. De même que dans l'ordre économique les Espagnols ont appris par une pénible expérience à regarder les cieus et à penser aux pluies fructueuses, à la condition de leurs champs, ou aux difficultés de transport, de même aussi dans l'ordre politique les torts dont a souffert le peuple espagnol au cours des récentes années ont été si grands et si profonds que le pays a secoué sa léthargie politique d'autrefois et s'est réveillé avec une vision claire et intelligente, conscient de son devoir de veiller sans cesse à la défense de la paix et de la stabilité politique qui ont été achevées. La pénible expérience politique que nous avons récemment traversée a éveillé et développé la conscience politique de nos diverses classes sociales, et tous les Espagnols à l'heure actuelle ne savent que trop bien en quoi consistent leurs intérêts personnels et jusqu'à quel point ils doivent servir les intérêts de la nation.

On commence à reconnaître dans tout l'univers cet esprit de service qui définit notre manière de vivre, et nous, les Espagnols, ne sommes pas les seuls à suivre ce concept, subordonnant les intérêts personnels au service de la communauté.

L'état d'apathie, d'indifférence et de dédain en présence du bien public que le système libéral et parlementaire a provoqué dans notre pays il y a quelques années, est évident aujourd'hui dans d'autres pays européens. L'abstention des devoirs civiques et l'indifférence à leur égard gênent particulièrement la bourgeoisie et la classe intellectuelle, qui constituent les classes influentes, et ce n'est pas par ignorance de leurs devoirs qu'elles ont adopté cette ligne de conduite politique, mais plutôt à cause de la conviction intime de l'inefficacité du système.

Peut-il y avoir de plus grands symptômes de démoralisation que ceux-ci dans un système politique? Parfois c'est l'intellectuel qui se révolte en voyant son vote

perdu en faveur d'une masse de votants illettrés; en d'autres moments, ce sont les masses qui se démoralisent en voyant leur vote subir l'adulteration immédiate de la fraude. Et c'est ainsi qu'on engendre un esprit de défiance et de désespoir, qui fait finalement de l'émigration l'idéal de la jeunesse désillusionnée, comme c'est arrivé dans notre pays voisin.

LA DROITE ET LA GAUCHE

Il persiste à travers le monde le vieux concept des partisans de la droite et des partisans de la gauche, que nous avons abandonné. Nous avons mis ces vieilles classifications de côté il y a dix ans. Nous acceptons de la droite ce qui est permanent et inaliénable: le maintien de notre foi catholique, du service loyal à la nation, et la préservation des principes du progrès économique. Le reste, nous le rejetons comme suranné et arriéré. D'autre part, nous luttons pour la réalisation d'une justice sociale plus grande, plus généreuse, et plus juste que n'en ont jamais affiché aucun des mouvements politiques et sociaux dirigés par les partisans de la gauche. Les droits de l'individu, tels que nous les spécifions, surpassent ceux qui sont contenus dans n'importe quel des programmes matérialistes les plus avancés, car au bien-être matériel nous ajoutons la dignité de l'individu et les plus grands bienfaits spirituels.

Notre système politique ne trompe pas, car il est clair et sincère. Il est ouvert à toute amélioration et tout perfectionnement possibles, prêt à emprunter des autres parties du monde ce qui représente une leçon utile, une marque de progrès, ou un bienfait humain. Mais nous avons eu trop d'expérience pour accepter sans objection ce que l'histoire a démontré comme étant notre destruction ou notre ruine, et le paradis que nous voyons dans la maison de notre voisin aujourd'hui peut difficilement être une tentation pour qui que ce soit.

Nous avons substitué à la réunion des hommes en de nombreux groupes hétérogènes, qui est une dégénération de la politique (le récent plébiscite en France en est un exemple), les groupes naturels et traditionnels de la société. Voyons pourquoi.

Les opinions politiques des hommes sont décisivement influencées par leurs activités particulières dans la société. Si nous jugeons un autre, et que c'est un soldat qui prononce un jugement, son opinion subit l'influence inconsciente de ses idées fortes en matière de service à son pays, correction, les dons de direction, le sens de discipline, la manière d'assurer l'ordre, etc., etc. S'il est un fonctionnaire du gouvernement, ce qui l'occupe le plus, c'est la défense des intérêts nationaux, et ceci devient la base de son opinion. S'il est prêtre ou religieux, c'est la moralité publique, la liberté de

culte, l'assistance aux pauvres, ou l'esprit catholique de la loi, qui dominant son point de vue. Si c'est l'industriel qui passe un jugement, il s'intéresse à la grandeur et à la prospérité de la nation, telles qu'il les voit dans la tranquillité sociale, et à l'élévation du niveau de vie qui facilitera l'expansion commerciale. Si c'est un intellectuel qui rend l'opinion, le progrès de la nation en culture et en science lui paraîtrait du plus vif intérêt. Si nous nous en rapportons à l'agriculteur, c'est la valorisation et la stabilisation des prix, les crédits fermiers, le loyer, l'octroi de bonis, l'amélioration des semences, ou la spécialisation agricole, qui constituent le thermomètre avec lequel il mesure la température politique. Si ce sont les masses ouvrières qui expriment leurs opinions, ce sont les problèmes de la justice sociale, de l'ordre social et de la sécurité sociale, de la nourriture et des vêtements, qui dominent leur intérêt.

Si ceci est si clair, pourquoi organiser les hommes en des groupes hétérogènes et inorganiques, contrairement à leurs vues et affinités naturelles ?

Ce sont précisément ceux qui défendent le vieux système qui supplantent le vote intelligent par le vote secret, qui est perdu dans la masse hétérogène des votes, facilitant ainsi l'ascension des patrons politiques et des politiciens professionnels. Ils ne s'occupent pas de la volonté de la nation, mais plutôt de l'exploitation de cette volonté; non des intérêts des différents secteurs de la nation, mais de ceux des gouvernantes minorités des partis. Mais que puis-je vous dire de plus quand le peuple catholique de l'Espagne a cru dans sa candeur qu'on lui offrait une république de Saint-Vincent-Ferrier, alors qu'on lui donna la république la plus laïque, la plus matérialiste, et la plus maçonique, en vertu de sa propre définition, qui ait jamais existé? Et ils parlèrent aux classes ouvrières de justice et de gouvernement pour le peuple, pour ne terminer que par la fermeture des usines, l'abandon des champs, et la création des masses de grévistes sans travail, tandis que les chefs socialistes, se promenant en de luxueuses automobiles, élaboussaient leurs anciens camarades.

Il sont bien mal renseignés ceux qui à l'étranger croient que les personnes qui gouvernent pendant ces funestes années de notre vie publique peuvent représenter quelque chose dans l'Espagne actuelle!

INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

Les campagnes et machinations de l'étranger ont révélé l'unité et la force du régime espagnol. Ces campagnes ont discrédité les propagandistes étrangers aux yeux du peuple espagnol, car si les événe-

ments publics auxquels toutes sortes de correspondants étrangers ont entier accès sont présentés par eux d'une manière qui est totalement fautive et calomniatrice, quelle confiance peuvent inspirer les comptes rendus étrangers en ceux qui ont vu à leur sujet la réalité même complètement travestie? Néanmoins, il y a des personnes à l'étranger, impressionnées de cette propagande, qui croient que l'Espagne vit sans institutions publiques, et que nous avançons très lentement dans l'organisation et le perfectionnement de notre régime, tandis que dans notre pays il y en a beaucoup qui croient que nous allons de l'avant trop rapidement.

Il existe un fait évident au sujet de la vie de notre nation; la lutte entre notre réalité interne et le concept erroné à notre égard qui existe à l'étranger.

L'évolution historique des nations s'effectue avec une vélocité qu'on ne peut changer forcément, et, dans le cas des pays qui ont récemment traversé une guerre civile, leur évolution doit s'accomplir avec une plus grande délibération, et sans précipitation. Dans cette marche, le but doit toujours être la réalisation de ses propres intérêts et doit être élaboré sur sa propre initiative, et non à cause des désirs ou des actions de personnes de l'extérieur.

La pression de l'extérieur destinée à influer sur la politique intérieure d'un autre pays est en général vaincue par elle-même. Si lorsque quelqu'un marche il est poussé, une telle action ne le fait nécessairement pas marcher plus vite; la première réaction est de s'arrêter et même de reculer. Les affaires politiques sont de la compétence exclusive de chaque nation. L'intérieur de la maison collective est tout aussi sacré que celui de la famille, sinon plus.

En conséquence de cette étrange propension à s'immiscer dans les affaires internes des autres nations, on a fait un effort en vue de créer l'impression que le régime espagnol est provisoire, ou complètement dépourvu de stabilité, afin d'influencer les craintifs ou les faibles d'esprit. La stabilité n'est pas une situation créée par les individus; elle est le résultat de la permanence de l'action publique, par la force des institutions, et la confiance en la bonne volonté générale de la nation.

Vous avez vu une monarchie centenaire se terminer par des élections municipales tenues seulement dans les grandes villes. Ni la vieillesse de l'institution ni l'obtention d'une favorable majorité du total des votes déposés n'ont apporté de preuve additionnelle de la faiblesse de l'institution sous ce système. Cette occasion vit se révéler le manque de confiance en ceux qui gouvernaient.

Il n'y a pas de stabilité sans unité dans les affaires publiques. En conséquence, pour obtenir de stables formules, la première chose qui est nécessaire, c'est d'assurer l'unité d'appui public. Ainsi que je l'ai dit en maintes occasions, ce qui nous intéresse, ce n'est pas l'apparence externe, mais plutôt le contenu. Les édifices se construisent de bas en haut, et non de haut en bas, et une chose dont ils ne peuvent manquer, c'est un fondement, une base, sans laquelle le reste croulerait bientôt.

BASES D'ACTION NÉCESSAIRES

Voici notre cas: dans le but d'établir une base pour la construction de l'édifice qui soit ferme et inébranlable, et au moment opportun, quand nous ne serons pas poussés par qui que ce soit, que personne ne pourra détruire l'édifice qui a été élevé, ni mettre en péril ce que nous avons achevé à un si grand prix, je présenterai pour votre délibération les plans finals en vue du parachèvement de l'édifice, afin que vous puissiez les élaborer, et que la nation puisse prendre la décision finale, sans la moindre atteinte à ce qui a été gagné par des efforts si infatigables.

Les deux grands péchés de l'Espagne sont sa suppression de la franc-maçonnerie qui l'a trahie, et sa bataille contre le communisme dans notre territoire. Les deux fronts de l'esprit de secte occidental et du communisme asiatique sont ceux qui inspirent et appuient à l'étranger les campagnes contre notre pays. Dans les batailles acharnées que chacune de ces bandes nous livre, il n'y a d'unanimité que dans une chose: créer de l'hostilité contre l'Espagne et la calomnier. Il nous serait nécessaire de renoncer à notre indépendance et souveraineté, ou de nous soumettre à l'anarchie et à la démagogie, si nous devions réduire au silence le bruit de ces campagnes.

Tel est le grand secret que les propagandistes qui nous attaquent gardent soigneusement. Il est la base de toutes les machinations internationales des pays concernés, y compris celles qui sont dirigées contre la volonté de leur propre peuple; la raison de la censure et des machinations dans leurs assemblées et comités, en échec seulement quand l'intérêt suprême du peuple de la nation est en jeu. C'est aussi le talisman de ces misérables criminels de notre guerre récente, et la seule justification de la tolérance légalement contestable témoignée envers eux dans les relations internationales. Il n'aurait pas pu y avoir de paix, ordre, progrès, ou restauration de l'Espagne sans l'élimination de ces maux.

L'anticommunisme espagnol n'est pas une fantaisie, c'est une nécessité. Nous ne nous en occuperions pas si le communisme

était resté ou pouvait rester au dedans de ses propres frontières, et ne pas se projeter à l'étranger, complotant contre la paix des autres nations; s'il ne détruisait pas la loyauté du peuple à sa propre patrie, le convertissant, en effet, en de véritables sujets de la nation soviétique.

Le communisme est encore en état de tromper ces nations qui ne connaissent pas et n'ont pas éprouvé les tchékas et les méthodes communistes; mais parmi ceux qui, à un degré plus ou moins élevé, ont subi les effets de leurs révolutions, leurs actes de terrorisme et leurs martyres, il y en a peu qui peuvent être dupes, car ceux qui connaissent le communisme de première main sont complètement inoculés contre le mal.

La présente tribulation de l'Europe ne nous surprend pas, car nous savions qu'elle serait la conséquence nécessaire du triomphe des armées communistes. Cependant, elle ne peut que toucher profondément un peuple catholique, comme en Espagne. Seul un monde sans sensibilité et complètement matérialiste peut rester indifférent dans de telles circonstances, mais les pays du monde qui sont catholiques et qui ont une conscience considèrent comme étant de leur obligation de condamner et de réclamer la fin des persécutions et des machinations contre la loi de Dieu et des croyants qui existent et que le communisme déchaîne à travers l'Europe.

APATHIE ENVERS LE DANGER COMMUNISTE

Les maux du communisme sont plus profonds que ne peuvent l'imaginer ces pays qui n'ont pas vécu sous sa férule. La frivolité de la vie moderne, dans laquelle le peuple vit superficiellement et dans une atmosphère de constante activité, permet aux nations de devenir les victimes des effets désastreux de ce mal de temps à autre.

Pendant plus de vingt-cinq ans, la Russie s'est efforcée d'universaliser le communisme. Une documentation suffisante est disponible dans le monde entier au sujet des lignes de conduite et des congrès du Comintern, avec son programme de violence, et sa succession de révolutions et d'actes de terrorisme. Un de ses décrets, cependant, est d'un intérêt spécial, celui du Congrès de 1935, en vertu duquel le communisme changea ses tactiques de violence pour la collaboration et le déchaînement de la révolution émanant des groupes dirigeants. C'est ainsi que furent organisés les Fronts Populaires, qui servaient de premier pas dans la montée du communisme au pouvoir. L'Espagne fut la première nation à observer le décret. L'infiltration dans le travail, l'étudiant, l'université, et tous les genres d'organisations fut la méthode employée pour faci-

litér le succès de la manœuvre, débiliter ainsi au moyen d'absorption la résistance des autres éléments.

Les objectifs furent clairement énoncés dans ces réunions: l'Espagne, l'Inde, les nations coloniales, et les nations de l'Amérique espagnole. Ce qui arriva plus tard n'aurait pas dû être une surprise pour qui que ce soit, car il avait été clairement défini et consigné par écrit.

Les modifications du communisme qui se sont effectuées en Russie au cours des récentes années n'ont pas écarté la gravité du danger. Le communisme qu'on exporte est le même qu'avant, le seul changement étant qu'il a maintenant un plus vaste champ d'expansion.

L'abolition du Comintern fut simplement un geste superficiel en vue d'apaiser les soupçons des Alliés. La *National-Nostel* prit la direction des mêmes organisations et du même personnel du Comintern so-disant défunt. Pour les camarades dans d'autres pays, elle devint connue sous la dénomination de « Service pour la Camaraderie étrangère », mais elle continua dans la même direction et avec les mêmes objectifs de propagation progressive du communisme dans tous les coins du monde. Pour le communisme, la démocratie n'est qu'une porte d'entrée. Elle ne constitue ni un idéal ni un but, mais plutôt un moyen qu'on accepte aussi longtemps qu'il sert une fin en aidant à gagner la partie, et cette partie continue aujourd'hui, à la suite de la victoire, avec une énergie plus vive et des ressources plus grandes qu'avant.

Les nations occidentales ouvrent stupidement leurs portes au mal. Le plus sérieux événement récent à ce sujet, qui eut lieu l'an dernier, à la suite de la conclusion des hostilités, fut la réunion du Congrès syndical à Paris, où, au battement des tambours et au son des cymbales, les représentants soviétiques se constituèrent les maîtres et chefs des organisations de travail du monde. Les représentants qui participèrent à l'assemblée, outre leurs relations marxistes, se révélèrent au Congrès comme étant des agents obéissants des soviets, et le travail de gagner à leur cause les chefs ouvriers du monde a, à ce que l'on a pensé, porté fruit. Le seul membre récalcitrant du Congrès fut le représentant des Unions anglaises de Commerce (*English Trade Unions*), qui manifesta de la modération et un bon jugement. Mais on ne lui épargnera pas les insultes et l'accusation d'être fasciste que lui lança la majorité dirigée par les soviets. Le fait que la Fédération Américaine du Travail (*American Federation of Labor*) n'était pas représentée et que le C. I. O. le fut, a peu de rapport avec l'importance du fait que les Syndicats soviétiques réussirent à saisir la direction des organisations syndicales internationales, huit des onze positions dominantes allant

aux représentants gouvernés et dirigés par Moscou. Quand, pour la première fois, en 1918, les syndicats soviétiques officiels entrèrent dans les organisations syndicales internationales, ils entrèrent par la porte principale, en maîtres souverains. On devait s'attendre à ce que des grèves, des disputes ouvrières, et des mouvements subversifs s'ensuivraient dans plusieurs parties du monde.

DÉFINITION DU COMMUNISME IMPÉRIALISTE

Le communisme prépare ses plans de propos délibéré et les exécute d'après un modèle défini. Lui seul paraît savoir quels sont ses objectifs ultimes. L'ayant connu et rejeté, nous sommes devenus une obsession pour les communistes. Les préférences que leur donnent la presse et la radio ne pourraient pas être plus logiques; mais que d'autres dansent sur le ton de son tambour de basque, voilà qui n'est ni logique ni intelligible.

Si le communisme a pu représenter un mouvement universel du prolétariat à un moment donné, exprimant son désir et sa soif de justice sociale, aujourd'hui, après vingt-cinq ans de fiasco, il ne constitue qu'un autre des nombreux impérialismes qui ont échoué dans le cours de l'histoire.

Le communisme prépare sa « cinquième colonne » en attendant l'arrivée du Grand Soir prophétisée par Lénine. Dans les pays communistes, en contraste avec tous les autres, il n'y a pas de conflits sociaux, les grèves sont prohibées, et il n'y a pas la plus légère influence étrangère sur le peuple. Eux seuls sont un article d'exportation pour le bonheur du monde.

La justice sociale employée comme un appât en vue de tromper et d'attraper les masses est une chose et la réalité du communisme dans le monde d'aujourd'hui est autre chose de tout à fait distinct. Ce qui est offert est une chose et ce qui est servi est quelque chose d'entièrement différent.

Le communisme ne peut élever le niveau de vie de l'humanité, parce que sa doctrine matérialiste est en flagrant conflit avec ce qui constitue la base du progrès économique. Le communisme a échoué dans cette tentative, tout comme n'importe quel système échouera qui a pour base doctrinale la négation du droit de propriété, le refus de l'initiative privée et le refus de respecter le capital basé sur les épargnes, principes du bien-être économique.

C'est une chose qu'il y ait, outre le droit de propriété, certains devoirs connexes, et c'est une autre chose que de détruire ce qui constitue le seul stimulant de travail et de création de sources de richesse.

Si l'initiative privée était déniée et remplacée uniquement par celle de l'Etat, on tarirait la plus féconde source de progrès.

Le gouvernement peut stimuler, diriger, et, dans quelques cas, remplacer la source particulière de l'initiative, mais il ne peut jamais y substituer une froide et statique bureaucratie.

Si le gouvernement était une attaque contre le capitalisme, comment les capitalistes pourraient-ils financer, lever des crédits, assurer la confiance, payer les salaires, toucher les chèques, et accomplir les opérations du crédit et les paiements, que la pratique économique a perfectionnés au cours des derniers siècles? Il n'est sans doute pas nécessaire de spéculer sur ces vérités. Nous pouvons regarder l'exemple clair et éloquent dans ce grand pays prospère qui est gouverné par le communisme. Personne ne peut nier ni sa richesse, ni la grande étendue de son territoire, ni le temps qu'il a eu pour perfectionner son système, ni la docilité avec laquelle il a été supporté par son peuple; et pourtant, en considérant la situation dans d'autres parties du monde, il s'est alarmé du niveau de vie et de civilisation dont jouissent d'autres pays gouvernés par les régimes plus ou moins bourgeois qu'ils ont calomniés.

De grandes aciéries, d'énormes usines de canons et de chars d'assaut, qui constituent un arsenal gigantesque pour la guerre, voilà tout ce que le communisme a achevé en vingt-cinq ans. Dans l'ordre matériel, le communisme pourrait satisfaire le désir de justice de la part des masses ouvrières, et il mériterait encore notre blâme, à cause de son concept matérialiste de la vie, à cause de sa négation systématique de ce qui justifie la présence de l'humanité dans le monde. L'homme ne vit pas seulement de pain, ni de matière, mais aussi de l'esprit, de la moralité, et des illusions, qui doivent être stimulées et satisfaites. Sa nature ne consiste pas dans la haine et la rancœur, mais plutôt dans l'amour et l'amitié.

INTÉRÊT ENVERS LES CLASSES OUVRIÈRES

Nous faisons une distinction entre les vrais intérêts des classes ouvrières et ceux de leurs exploités professionnels. Le bilan des profits et pertes pour les classes ouvrières sous la domination du système marxiste ne pourrait être plus défavorable. Car, avec les principes du progrès économique menacés ou détruits, l'économie entravée, et le capital terrosé et discrédité, non seulement y a-t-il un danger de désordre, mais le chemin est ouvert aux grèves, à la fermeture des établissements commerciaux, au manque de crédits, à la misère, et à une grande baisse du niveau de la vie, comme c'est arrivé sous le régime républicain dans cet « Empire de Fange, de Sang et de Larmes », ainsi que l'a

appelé un de ses principaux chefs. Sous ce régime, les digues de la sensibilité et de l'harmonie une fois détruites, le communisme, étant plus violent, prit la direction du pays, et l'étrange intérêt des soviets tint en échec les intérêts des organisations espagnoles.

La plus importante caractéristique du statut de l'Espagne au début de notre Croisade était son état arriéré au point de vue économique et social. Voilà pourquoi notre mouvement, au nombre des services qu'il rendit à la nation, éveilla en elle une conscience sociale et la constatation du besoin urgent de justice. Cet état social arriéré, qui est l'accumulation d'un siècle, ne peut naturellement pas être éliminé en un jour, surtout dans les conditions créées par la guerre et sous les restrictions du passé. En dépit de ces conditions, cependant, les efforts qui ont été faits par le présent régime espagnol ont été si grands, et leurs réalisations dans le domaine de la réforme sociale ont été d'une telle profondeur, qu'elles ne peuvent être comparées, ni avec ce que l'Espagne a accompli dans n'importe quelle période précédente, ni avec ce qui a été réalisé par tous les gouvernements à l'étranger dans cette sphère particulière.

Toutefois, on peut dire que nous venons de commencer notre travail, créant des instruments, les éprouvant, les perfectionnant, et subvenant aux besoins impérieux de tous les moments.

Nous avons démontré que nous savons où git le mal et que nous sommes capables de l'extirper, que notre mouvement a une base philosophique et morale, et qu'il a des solutions à ses problèmes dans un ordre social catholique d'une vaste conception.

UNE ESPAGNE PROSPÈRE

Il ne peut y avoir de transformation de l'ordre social qui ne soit pas fondée sur la stabilité et la force économique. C'est la réalité de la tâche de nos jours.

L'Espagne se développe. D'après les derniers rapports statistiques, elle a une population de plus de 28,000,000 d'habitants. L'an dernier, la mortalité dans le pays fut la plus basse de toute notre histoire, et la plus basse de tous les pays européens, ne donnant comme moyenne que douze sur mille. Ce témoignage de notre expansion démographique, qui est si pleine de promesses, comprend beaucoup de conséquences dans la sphère de production et dans le développement économique de la nation. Si, par exemple, nous élevons le niveau de la vie dans d'importants secteurs du pays, tels que ceux des classes sacrifiées qui ont eu à peine des marchandises de consommation, il ne manquera pas d'y avoir une demande accrue en fait d'ar-

ticles de consommation et, en conséquence, en matière de transport, vêtements, énergie électrique, charbon, acier, ciment et matériaux de construction, avec le résultat d'une augmentation correspondante des articles d'importation tels qu'essence, coton, camions, engrais, tabac, bois de charpente et autres matériaux de base que nous devons faire venir de l'étranger.

En vue de la tâche immédiate d'après-guerre de produire, produire, et produire davantage, mon administration s'est occupée continuellement de ces problèmes économiques, qui, malgré la guerre mondiale et les obstacles qu'elle présente, ont été étudiés, appliqués et, dans beaucoup de cas, résolus. Le problème est beaucoup plus ardu que ne le croient la plupart des Espagnols. Non seulement devons-nous jeter un pont sur le gouffre de plus d'un siècle de négligence, mais nous devons aussi satisfaire ce qu'exige notre révolution juste et équitative. En conséquence, tandis que nous travaillons sans cesse à la solution des problèmes techniques de la production, on a inauguré dans toutes les provinces de l'Espagne l'étude des perfectionnements sociaux et économiques, nous permettant ainsi d'exécuter les plans généraux que l'Espagne désire réaliser dans cette phase d'activité.

De grands travaux hydrauliques, irrigatoires et électriques, des plans étendus de colonisation et morcellement des propriétés, de grands projets d'industries nouvelles, l'expansion de l'exploitation des mines, l'augmentation de notre marine marchande, le reboisement et le défrichement des terres commencent à porter fruit, en facilitant la tâche de mettre fin à tout chômage, et en améliorant et assurant le niveau de vie annoncé au début de 1937, remplissant ainsi ces premières promesses pour parvenir à « aucune demeure sans foyer et aucune famille sans pain ».

Nous devons porter l'esprit de cette révolution nationale aux villages et villes, aux régions rurales et urbaines. Nous devons organiser et transformer l'Espagne spirituellement et socialement, et ceci, comme vous le savez, ne pourrait s'accomplir si nous devons permettre à notre bureaucratie honorée de végéter, et beaucoup moins sous les bannières de groupes et partis qui, pendant un siècle, ont stérilisé tous les efforts de l'Espagne.

Je puis vous assurer que la situation sociale et économique de l'Espagne ne peut être négligée davantage, car la mauvaise administration de tant d'années nous a laissés ces problèmes dans un état catastrophique. La spoliation de l'or et des richesses de l'Espagne par ces misérables personnes qui, après le sac de nos coffres, trahirent leurs possesseurs, a aggravé la situation en diminuant le pouvoir d'achat de notre pays, qui s'est vu dans la néces-

sité de se restaurer par ses propres efforts, sans le moindre secours de l'étranger. Seuls l'ordre, la constance et le travail qui ont caractérisés nos efforts en vue de l'obtention de la stabilité et de la paix, sans perdre notre temps dans des luttes fratricides, permettront à l'Espagne de surmonter toutes les crises et d'atteindre par sa grandeur et son bien-être économique, cette justice et cette paix sociales qui sont le désir de tous ceux qui aiment véritablement l'Espagne.

Si les lignes de conduite intérieure de l'Espagne ont été et sont les seules qu'on pouvait adopter en vue de subvenir aux besoins de la nation, il en a été ainsi au sujet de sa politique extérieure pendant les dix dernières années. La politique internationale est une question délicate à discuter en public, surtout en ce moment, alors que le monde est en tumulte et transition. Quoique les bases générales de la politique étrangère doivent être délimitées par le peuple, les détails et incidents qui surviennent d'heure en heure sont la responsabilité spéciale du gouvernement. Autrefois, on ne considérait pas la prudence comme essentielle dans ces questions. Cependant, la malheureuse guerre dans laquelle le monde est encore entré a mis en vogue de nouvelles méthodes diplomatiques en transférant aux passions du peuple ce qui jadis restait secret dans les archives gouvernementales, méthode qu'exploitent des organes d'opinion publique qui sont intéressés dans des histoires sensationnelles, obligeant ainsi ceux qui en sont affectés à éclaircir au peuple les modèles et les bases de leur politique.

NOS RELATIONS EXTÉRIEURES DEPUIS 1936

On doit juger la politique étrangère d'une nation, tout comme sa politique intérieure, par les bienfaits et les avantages qu'elle rend à la nation, et non par l'opinion et les désirs d'étrangers qui souvent sont en brouille avec les meilleurs intérêts de la nation.

Il vaut la peine que nous repassions ici nos relations étrangères depuis le commencement de notre croisade. L'Espagne se trouvait en face d'un problème domestique, et non d'un problème international. Pour tous les Espagnols, c'était une question de vie ou de mort. Notre mouvement n'avait ni la moindre relation ou obligation étrangère, ni a-t-il servi en aucun temps des intérêts étrangers.

Au début de notre bataille, nous avons donné avis poli de nos fins à nos voisins immédiats. Ceci fut fait à Teruan, à propos de la zone du protectorat avoisinant, et via Alger au sujet du commandant du fort britannique à cet endroit. Un avion privé britannique me transporta au continent, et l'Angleterre fut abordée dans nos

premiers efforts d'achat de l'équipement nécessaire à nos besoins immédiats. Le fait que certains pays accordèrent à l'Espagne plus de facilités que d'autres ne change en rien l'intégrité et l'indépendance de notre mouvement.

Pendant toute notre croisade, nous avons remué ciel et terre en vue d'éviter toute situation qui pût entraîner la violence, et tout conflit avec les divers autres pays européens avec qui nous avons maintenu des relations cordiales traditionnelles. Maintes fois, n'attachant pas d'importance à certains événements et oubliant les offenses, compromettant même nos droits nous avons maintenu une politique d'amitié et de bon voisinage envers eux tous.

LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

Pendant la période de notre guerre de libération, l'Espagne ne s'engagea dans aucune promesse ou obligation qu'il lui serait nécessaire de remplir à l'avenir. Dans les questions politiques et économiques, elle résista à toutes les relations et insinuations compromettantes. L'attitude de sympathie qu'adoptèrent d'autres nations à notre égard, au-dessus de nos intentions particulières, produisit en Espagne les correspondantes expressions de gratitude et de sympathie, et ne troubla pas nos relations amicales et courtoises avec d'autres pays.

Un événement survint pendant notre croisade qui constitua un pas important sur la voie de la neutralité espagnole: à savoir, la déclaration faite par l'Espagne au temps de la tension, à la suite des conférences de Munich, à l'effet que c'était son désir et son intention de rester neutre si la guerre éclatait entre les nations européennes.

A la suite de la conclusion de notre conflit domestique, et avec la disparition de ce qui aurait pu être une cause de choc d'intérêts et de désaccord, l'Espagne renoua ses relations avec toutes les nations, à l'exception de deux: celle avec qui nous n'avions jamais eu de relations depuis la guerre de 1918, et la nation mexicaine, qui occupe une place prééminente dans les cœurs des Espagnols, unis qu'ils sont à elle par les liens du sang et de la foi, de la langue et des sympathies, mais dont le gouvernement protégea ceux qui avaient spolié le trésor de notre nation, ayant emporté l'or, les bijoux, et les pierres précieuses, pris dans nos banques et volés dans nos églises. La restitution de ces articles a été posée comme une des conditions requises avant que l'Espagne ne reconnaisse ce gouvernement. Bref, la restitution à l'Espagne de ce qu'elle considère comme lui appartenant, rétablissant ainsi un droit fondamental. Le fait que la

guerre mondiale eut lieu avant qu'un accord ne pût être conclu, et l'influence que ce trésor exerça dans la corruption et le troc des consciences, ont été la cause de la continuation d'une situation que l'Espagne déplore bien profondément.

Le déchainement de la guerre mondiale nous a contristés. L'Espagne ne voulait pas la guerre, car elle savait ce qu'entraînait le conflit et ce qu'il signifierait; en conséquence, dans notre modeste sphère d'influence, nous fîmes tout en notre pouvoir en vue d'empêcher la déclaration de guerre. Nous savions que, lorsque le peuple décide de résoudre ses problèmes en recourant à la guerre, toutes les autres considérations sont subordonnées à un seul but, celui de gagner la guerre. Et de telles guerres se terminent toujours par la violation des traités, le mépris des droits et l'invasion des pays, si le but ultime l'exige.

Nous savions aussi et apprécions pleinement la faiblesse des frontières naturelles de la Pologne, en rapport avec la puissance et la force de ses voisins, et dès le tout premier moment nous savions que son territoire serait partagé. Quand le front polonais s'effondra, nous fîmes immédiatement des efforts diplomatiques pour empêcher ceci, mais en vain. Ce que nous craignîmes arriva, et la Pologne catholique commença son martyre.

C'est en effet un paradoxe que la nation qui, étant catholique, partagea la plus grande douleur avec la noble nation polonaise, constitue aujourd'hui la cible des phobies de son gouvernement communiste actuel. Dans les chancelleries des principaux pays, il reste une traînée de nos notes et télégrammes, qui reflètent les efforts faits par la nation espagnole à ce moment. Pendant cette période et durant d'autres phases postérieures de la guerre, l'Espagne observa une stricte neutralité dans la lutte qui confronta les nations civilisées de l'Europe, avec lesquelles elle maintint des relations. Mettez en contraste cette attitude neutre et correcte de la nation espagnole envers les belligérants, avec les accords et pactes signés par l'Allemagne avec son voisin de l'Est, qui provoquèrent une triste impression dans les milieux espagnols. Le pacte avec l'Est facilita la victoire retentissante de l'Allemagne en France.

Quand l'Italie nous annonça son projet d'entrer en guerre, nous offrîmes encore nos conseils, faisant des efforts pour prévenir l'inévitable. Notre démarche fut accueillie gracieusement, mais ses intérêts et ses espérances de victoire à ce moment-là l'emportèrent sur notre raisonnement.

A mesure que la guerre continuait, la situation devint plus difficile. La vie des neutres n'est pas facile quand la guerre se fait entre les plus puissantes nations du monde. Seule la crainte de créer de nou-

veux ennemis retient les belligérants dans leurs ambitions. Le respect des droits des neutres n'est pas un don qui leur est habituellement mesuré; il est obtenu par le respect que le pays lui-même gagne par sa prudence, sa fermeté, et le poids de sa puissance externe. Il ne suffit pas d'aimer la paix, il est nécessaire aussi d'être capable de la défendre. Vu que tant de dangers nous ont menacés, et que nous avons eu assez de sérénité et de force pour les surmonter, nous pouvons peut-être comprendre mieux que beaucoup d'autres la tragédie de ces pays d'Europe qui, sans désirer la guerre, y furent entraînés, et dont les chefs de gouvernement crurent qu'ils choisissaient le moindre mal pour leur pays, pour ne souffrir que de l'injustice et de la persécution aujourd'hui aux mains du communisme victorieux. Je suis sûr que l'histoire ne les traitera pas avec sévérité.

LOYAUTÉ PENDANT LA GUERRE

Pendant les premières phases de la guerre, qui se terminèrent par la victoire décisive sur la France, l'Espagne montra de la considération et de l'affection à l'égard de la nation française, ainsi que le démontrent les relations maintenues par son gouvernement et ses représentants jusqu'au tout dernier moment. L'attitude de l'Espagne pendant la période de la guerre où la France fut belligérante, fait grand contraste avec les activités des communistes français en Espagne, qui obtinrent récemment une reconnaissance formelle, selon les mots du chef communiste français, tels qu'exprimés dans l'Assemblée nationale, quand il crédita au Parti communiste français le mérite d'avoir combattu brillamment dans la guerre civile espagnole, lui pardonnant de cette façon sa trahison de la France au moment où elle était belligérante et était en guerre avec son ennemi traditionnel. L'Espagne, à l'heure de la tragédie de la France, oublia ces offenses.

La défaite des Alliés sur le continent, et l'arrivée des troupes allemandes victorieuses à la frontière des Pyrénées, nous créèrent un problème à la fois nouveau et difficile. L'intérêt principal de l'Angleterre à ce moment-là était que l'Espagne restât en dehors du conflit. À ce même moment, des offres furent faites et on nous pria avec frénésie de ne pas permettre aux Allemands de traverser notre territoire en direction du sud, et d'éviter ainsi une ruine certaine. Dans nos archives, nous avons une preuve officielle de ces demandes. L'Espagne empêcha le passage des troupes allemandes, et l'Angleterre fut sauvée.

Tous les discours que n'importe qui puisse désirer faire à ce sujet ne peuvent détruire ces faits. Je prends l'audace de

demander: la Grande-Bretagne désirait-elle que nous prévenions le passage des troupes allemandes à travers notre territoire? exerça-t-on quelque pression, ou y eut-il des demandes en vue de cette assurance? L'Espagne a-t-elle gagné le respect de l'Axe? ce fait a-t-il favorisé les Alliés? Les réponses à ces questions sont évidentes pour qui que ce soit.

Pendant ces moments critiques, l'Espagne ne s'est pas permis d'être emportée par les tentations qui paraissaient être à son propre avantage. Noble et distinguée, elle empêcha l'invasion par tous les moyens possibles sans provoquer d'attaque. Ce qui est important, c'est le fait en lui-même, non les méthodes employées à chaque phase dans son développement. En conséquence, il est immoral, pour ne rien dire de plus, que ceux qui ont bénéficié de ce service discutent ouvertement les moyens employés pour y atteindre.

Quand les nations sont dans l'erreur, il leur est noble et honorable de se rectifier. L'Angleterre et la France ont jugé la politique espagnole par les apparences extérieures, et sont arrivées à une conclusion complètement fausse: à savoir que l'Espagne et l'Axe étaient liés et alliés à cause d'engagements contractés pendant notre croisade. Une des plus grandes surprises des Alliés fut de trouver parmi les papiers et les documents, dans les chancelleries de l'Axe, un témoignage de la manière indépendante, ferme et seraine dont l'Espagne maintint, pendant sa croisade entière, sa complète souveraineté sans aucune sorte d'engagements; aussi, dans sa conduite, défendant fermement mais pacifiquement sa non-participation à la guerre à chaque phase du conflit mondial. Aucune autre nation du monde d'aujourd'hui n'aurait pu supporter l'épreuve d'une si malicieuse expurgation de ses affaires étrangères.

Les documents diplomatiques ne peuvent être jugés d'une manière isolée, et quand ils sont séparés d'autres documents connexes, ils ne constituent fréquemment que des aspects latéraux du portrait général, des feintes, des retentissements, des efforts en vue d'obtenir des réactions qui révéleront d'autres plans et projets.

L'entrée des Etats-Unis dans la guerre donna un nouveau caractère à celle-ci. Elle devint mondiale, s'étendant dans le temps et l'espace. L'Espagne, unie par des liens étroits au continent américain, ressentit un esprit de solidarité avec les autres nations hispaniques et, tout comme au début du conflit, les nations hispano-américaines élevèrent la voix en demandant à l'Espagne de ne pas intervenir dans la guerre, notre nation répondit maintenant en déclarant sa neutralité dans cette nouvelle phase de la guerre. Elle démontra ainsi son désir que la paix règne et soit préservée sur le continent américain.

Durant ces mois critiques dans la vie des Espagnols demeurant à l'étranger, qui se trouvaient en face des milices de nos ennemis méprisables, le gouvernement espagnol ordonna à tous ses représentants officiels d'enjoindre aux Espagnols domiciliés à l'étranger d'agir avec la plus haute correction en tant que neutres et en leur pleine loyauté aux gouvernements des nations où ils résidaient. Il est satisfaisant de dire que, pendant le long cours de la guerre, pas un seul Espagnol à l'étranger ne fut accusé et mis en jugement, et qu'on n'a porté la plus légère plainte ou critique contre aucune de nos légations ou ambassades.

NOTRE RÉPONSE AU LIVRE BLANC

Dans la guerre du Pacifique, les sympathies du peuple espagnol allaient à ceux qui défendaient les principes de la civilisation, une culture et une foi qui étaient sur le point de disparaître devant la xénophobie dont se glorifiaient les Japonais. En dépit de ces sentiments, qui ont eu un écho fréquent dans notre presse, et malgré les mesures sévères de nos diplomates dans leurs relations avec les autorités japonaises, pour la défense des plus élémentaires principes de droits humains, l'Espagne n'obtint pas la justice qui lui était due, à cause de la malice de nos adversaires vaincus, qui ne furent jamais oisifs dans leur complot contre la paix et l'amitié de notre pays avec les autres nations.

La réponse espagnole au Livre Blanc américain révéla la bonne volonté et les concessions de l'Espagne aux Etats-Unis et à ses alliés pendant la période de la guerre. Nous pourrions parler beaucoup plus si cette politique de bonne volonté ne nous conseillait de garder le silence au sujet des affaires qui nous offriraient une satisfaction personnelle si elles étaient dévoilées au public, mais qui ne ferait qu'aggraver des dissensions, ou prouver des actes qui ne seraient que des obstacles ajoutés dans la voie de la paix et de la compréhension avec les autres.

Ceci est une preuve suffisante qu'avant la guerre, et pendant la guerre, l'Espagne a poursuivi une politique de bon voisinage envers tous les pays avec lesquels elle maintint des relations, et qu'elle a continué à suivre cette même politique depuis la cessation des hostilités.

Nous n'espérons pas que la politique espagnole soit agréable à toutes les nations en tout temps, car elle doit servir les intérêts du peuple espagnol, non ceux des autres nations. En ce sens, nul ne peut douter que la politique du gouvernement de maintenir la neutralité de l'Espagne, de la garder en dehors de la guerre, et d'épar-

gner au peuple espagnol la plus sérieuse et la plus dévastatrice des guerres, a servi effectivement le peuple espagnol. A ce sujet, en servant les intérêts de l'Espagne, ceux des Alliés n'ont pas souffert. Ainsi qu'il a été démontré en plusieurs occasions, les principaux chefs des Alliés ont reconnu que notre politique a servi ce que, avec tant d'anxiété, dans les moments les plus difficiles de son histoire, l'Angleterre nous demanda. Elle favorisa aussi l'intérêt et le succès des armées américaines, car notre neutralité assura leur débarquement victorieux en Afrique du Nord.

Dans le cours de leur histoire, les nations adoptent des lignes de conduite qui servent le mieux leurs propres intérêts. Il n'y a rien de permanent ou de définitif en politique étrangère. Ceux qui jadis furent nos alliés devinrent nos ennemis quelques années plus tard. Les intérêts communs du moment pèsent seulement parmi ceux qui réussissent à créer des liens étroits d'amitié. Une guerre, surtout dans les temps modernes, tend à conduire à d'autres guerres futures. Le fait que nous sommes restés en dehors de la dernière guerre, et que nous n'avons pas ouvert de cette façon de nouveaux abîmes, en dépit des moments graves que nous avons traversés dans nos relations avec d'autres pays, pas même dans nos rapports avec ceux qui ont été d'une hostilité traditionnelle, a été une bénédiction pour l'Espagne, et lui a permis de regarder vers l'avenir avec confiance.

Le but de la politique étrangère d'une nation est d'assurer sa grandeur et son bien-être. Elle n'est pas statique, elle est dynamique, et sujette aux incertitudes de chaque moment. La détermination de perpétuer une politique fondée sur des accidents historiques du passé constitue la plus grave et la plus dangereuse des erreurs. Et il ne suffit pas de regarder vers le présent, car en politique étrangère, il est nécessaire de regarder vers l'avenir. Le travail, le progrès, la population, et l'état de formation, sont ce qui a du poids dans les relations entre nations à n'importe quel moment donné.

NOS DEUX VOISINS

L'Espagne a deux voisins le long de ses frontières, la nation portugaise, à laquelle nous sommes unis par des liens étroits et fraternels d'amitié, et la nation française. Avec la première, à la fin de notre croisade, l'Espagne signa le premier traité de non-agression, et quand les Allemands arrivèrent à notre frontière, et furent intéressés à faire intervenir l'Espagne dans la guerre, notre pays réaffirma sa neutralité, en signant ce qui fut connu sous le nom de Pacte ibérique, qui est aussi en vigueur

aujourd'hui, en temps de paix, qu'il l'était en temps de guerre. La date et les circonstances de la signature de ce pacte, et son but de défendre l'intégrité de la péninsule ibérique, constituent la plus forte preuve possible de l'intention de l'Espagne de rester en dehors du conflit, et de sa politique d'amitié et de bon voisinage à l'égard de sa nation-sœur.

La malheureuse République espagnole n'en pourrait pas dire autant car à ce moment-là eut lieu cette inique conspiration des gerfauts républicains assistés de conspirateurs portugais, qui gagnèrent beaucoup de publicité avec la capture du navire *Turquesa*. Aucun des partis républicains de ce temps-là n'est exempt de responsabilité. L'Espagne a des documents, à la disposition du public, qui révèlent jusqu'où allèrent les républicains dans leurs passions et dans leurs machinations contre la paix et l'ordre dans les pays avoisinants.

À l'égard de notre voisin au delà des Pyrénées, la politique de la nation espagnole pendant la guerre n'aurait pas pu être plus noble et plus généreuse. L'Espagne continua à maintenir des relations amicales avec la France, et, grâce aux assurances offertes, facilita la concentration des Français sur un seul front pendant la guerre, car ils n'eurent pas à s'inquiéter de notre frontière. L'Espagne ne tenta pas de tirer parti de la défaite de la France, alors même que nous savions qu'avant d'entrer en guerre pour la défense de la Pologne, elle fixa une réclamation d'îles et de territoires appartenant à l'Espagne, en cas de victoire et au cas où l'Espagne participerait à la guerre.

À la suite de la fin de la guerre, une politique de mauvais voisin prit forme envers l'Espagne, politique qui fut dénoncée par le peuple espagnol. Il s'ensuivit une série de crimes et de calomnies contre notre régime, des attaques sur des consulats, un violent traitement d'Espagnols, et des agressions contre notre frontière par des bandes et même par de grosses forces organisées, telles que celle d'octobre 1944, quand elles pénétrèrent par le val d'Aran, répandant le terrorisme dans les villages. Toutes les communications avec l'Espagne furent rompues, et des accusations contre nous et une manœuvre diplomatique avec les nations étrangères furent effectuées en vue d'isoler notre pays. Serait-il possible de définir plus clairement l'agression et l'esprit de mauvais voisinage d'habitants d'un pays à l'égard d'un autre? Notre régime ne peut être qualifié de dangereux, ainsi que nous l'avons vu; les menaces contre la paix sont les régimes communistes démagogiques qui gouvernent sans autorité. Il est clair que les nations n'apprennent pas les leçons de la guerre, pas même par la défaite et le désastre.

Les affaires internationales de nos jours ne sauraient être plus artificielles et paradoxales. Dans les consciences de tous les gens il y a un esprit général de crainte. Tous savent qui menace la paix du monde, et qui complotte contre la stabilité des autres nations. Et pourtant personne n'ose répéter le nom de l'agresseur, et on oublie complètement certains faits significatifs. On ne parle plus de l'expulsion de la Société des Nations de l'agresseur de la Finlande, ou du pacte russo-allemand, qui entraîna le partage de la Pologne, et donna carte blanche à l'Allemagne pour sa victoire à l'ouest, ou des Etats Baltes, ou de la faiblesse et de la collaboration d'autres chefs et peuples. Seule l'Espagne est leur cible, et leur obsession, et le rideau de fumée qui distrairait leur attention, emportant leurs pensées loin des échecs. On a fait mention des machinations chimériques de l'Espagne qui seraient une menace contre la paix, oubliant que ceci est impossible sous le signe de la Croix catholique qui gouverne nos actes. D'autre part, on ne dit rien des millions dépensés en Espagne dans le but de provoquer des troubles et des révolutions, ni des efforts clandestins en vue de troubler la paix et en vue de plonger les masses prolétariennes du monde dans la rébellion, sous les auspices des agents communistes dont la panacée est le rêve d'un paradis mythique.

En double conséquence de l'énormité croissante de la guerre moderne, et du rétrécissement du monde par les communications rapides, la solidarité et la coopération internationales paraissent être plus importantes que jamais auparavant. Toutefois, le sentier qu'on a pris est tout à fait le contraire de celui que le peuple du monde désirait suivre. Si la dernière guerre n'a servi qu'à permettre à certaines nations d'étendre leur territoire, d'assujettir d'autres peuples à leurs lois, et de propager leur puissance de par le monde entier, alors on a jeté en terre les semences d'une guerre future.

Si, d'autre part, le droit de mentir, que Lénine a défini comme étant une arme politique, est reconnu comme loisible en diplomatie, et si l'Organisation des Nations Unies sert de débouché aux passions et à l'intrigue politique de ses divers représentants, intervenant dans les affaires intérieures et purement domestiques des nations, elle ne créera pas un instrument de paix, mais elle constituera la cause même de la discorde que désirent quelques nations.

LA SÉRÉNITÉ DE L'ESPAGNE

Il est paradoxal que l'Espagne soit calomniée par d'autres, quand elle est une

des rares nations du monde qui n'ont pas participé à la guerre, qu'elle a profité de ses leçons et qu'elle a offert au monde son esprit de collaboration et de solidarité. Afin de favoriser la compréhension des nations occidentales, elle a oublié de vieux griefs et des erreurs lamentables.

Je suis reconnaissant au peuple espagnol de sa sérénité en face d'un monde insensé, et de son ferme appui en tout temps. Ce que nous avons été dans le passé ne nous a pas été donné, et ce que nous serons

à l'avenir ne nous sera pas donné par d'autres. Il sera achevé par les efforts conjugués de tous les Espagnols. Avec l'Espagne ils continueront à représenter la vérité et la raison. Non, ce n'est pas la population de l'univers qui est contre l'Espagne, c'est la politique partisane des groupes qui dominent les organes de l'opinion publique, c'est le travail éternel des Phariséens, les « Barrabas » d'une multitude trompée.



10 sous l'exemplaire (12 sous franco); 90 sous pour 10 (\$1.00 franco);
\$8.00 le cent (\$8.25 franco).



ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
1961, RUE RACHEL EST, MONTRÉAL



IMPRIMERIE DU MESSAGER, MONTRÉAL



BNQ



000 323 456